

## **Transmettre l'histoire de la Shoah: une question européenne**

Un réel fracturé par l'irruption d'une violence chargée de terribles réminiscences, au sein même des établissements; un emballement

des imaginaires et des identifications, une utilisation tous azimuts de la référence à la Shoah : c'est dans ce contexte très déstabilisant que les enseignants étaient appelés à jouer, autant que possible, un rôle rationnel et régulateur, par la force de la vérité historique. Ils pouvaient trouver le défi ardu... Il l'était de toute façon. En parcourant ainsi les multiples facettes d'une déstabilisation portée par l'actualité, nous voulions dire l'importance de ce contexte, il était impossible de ne pas faire ce détour. Néanmoins, il nous faut insister sur ce qui était notre propos liminaire : il faut faire l'effort de penser l'enseignement de l'histoire de la Shoah, abstraction faite de toute cette problématique, et nous replacer au moment où nous avons déjà fort à faire avec les difficultés intrinsèques de cette transmission.

C'est important aussi pour sortir de problèmes trop étroitement liés à la particularité du contexte français. Ce qui s'amorce aussi en 2000, du point de vue de la transmission de l'histoire de la Shoah, c'est l'agrandissement de la perspective à l'échelle européenne. La politique de la mémoire devient européenne, de façon nettement plus affirmée.

La transmission d'histoire elle-même exigeait cet élargissement de perspective ; rien n'est compréhensible si l'on reste dans le cadre national. Mais par ailleurs, dans l'optique d'une construction européenne en quête d'identité, l'événement devenait central dans la conscience de soi des sociétés d'Europe occidentale.

Les textes écrits avant l'année 2000 nous permettent de ressaisir tout ce qui tient à la transmission de la Shoah en tant que telle, dans le rapport que les sociétés européennes peuvent entretenir avec l'un des événements les plus énigmatiques de leur histoire commune. Énigmatique : en disant cela, on ne se situe pas sur le plan d'une comptabilité et d'une évaluation de la gravité dans le crime. Il faut énergiquement refuser d'entrer dans ce piège. Il s'est présenté de façon bruyante par rapport aux mémoires de la colonisation et de l'esclavage.

Mettre ainsi l'accent, de préférence, sur le caractère énigmatique de la Shoah, c'est pousser à s'interroger en profondeur en évitant de justifier cette interrogation par des arguments de comptabilité morbide, nombre de morts, horreur du crime, nature particulièrement monstrueuse du génocide comparé à d'autres crimes, etc. Ce genre d'arguments peut bien être fondé, il n'est pourtant pas susceptible de

convaincre ceux qui s'estiment victimes d'autres types de crimes mal reconnus. Ce souci, compréhensible sur le fond mais maladroit dans la forme, d'affirmer la préséance dans l'horreur nous prépare une nouvelle guerre des mémoires, sans doute encore plus âpre, avec la future grande ligne de conflit dans la concurrence des mémoires et des victimes, celle qui oppose les mémoires de l'Europe de l'Est ex-communiste, aux mémoires de l'Europe occidentale. Les nationalismes qui émergent de l'ancien empire sous domination russe ont ainsi tendance à porter la mémoire des méfaits du communisme *contre* une mémoire de la Shoah qui leur est proposée par l'Europe à titre de mémoire commune de l'Europe. C'est un clivage qui prend le relais de cet autre clivage, mémoire patriotique des victimes slaves (et communistes) contre mémoire du judéocide.

Il faudrait évidemment réaliser un énorme travail d'anamnèse sur le communisme comme réalité, idéal et illusion, travail de mémoire qui est à peine commencé au niveau de la recherche, très peu et mal posé dans l'enseignement<sup>34</sup>. Mais si l'on refuse ces mises en concurrence, stériles et déraisonnables, on ne doit s'inquiéter que de l'ampleur de la tâche. Le terrible xx<sup>e</sup> siècle nous laisse de profondes énigmes et de nombreux sujets de désarroi, que notre ambition rationaliste se doit d'affronter si elle ne veut pas baisser les armes devant les désillusions. Et qu'elle se doit de transmettre avec intelligence, puisque c'est l'honneur de notre système scolaire, de se comprendre avant tout comme une éducation à la rationalité. Comment transmettre raisonnablement ce qui aura été le plus radical des démentis à la croyance naïve au pouvoir civilisateur de la Raison?

Ce qu'a été la Shoah, ce qui l'a rendue possible, ce qui a permis de l'effectuer, le sens que ces événements ont pour nous et les valeurs auxquelles sa mémoire nous convie; comprendre quelles configurations ont permis des processus pervers et mettre en place des dispositifs moins dangereux: c'est là le centre du problème auquel il nous faut revenir sans cesse. La Shoah est une question morale et politique posée aux nations européennes, sur le passé qui les a façonnées et sur l'avenir qu'elles veulent construire: sur l'Europe, et pour l'Europe. Cette strate est fondamentale, et elle a été ces dernières années beaucoup trop recouverte par cette autre couche de complications, des rapports au monde arabo-musulman et de la montée des revendications mémorielles. Cela ne signifie pas qu'on pourrait ou qu'on devrait ne tenir

---

34. Il ne fait pas de doute que la mémoire du communisme, en France, souffre d'un manque d'élaboration, et que la transmission scolaire s'en ressent (pour un bilan et discussion, voir le livre de Marc Lazar, *Le communisme, une passion française*, Paris: Perrin, 2002).

aucun compte de ce qui s'est révélé entre 2000 et 2007, au contraire. Les déplacements auxquels oblige le changement de scénario sont importants et méritent des études à part – l'actualité éditoriale offre d'ailleurs bon nombre de titres consacrés à ces problèmes passionnants et impossibles à éluder. Dans un contexte prêtant peu à la sérénité, de façon à pouvoir dissocier les préoccupations, il faudrait aussi un travail approfondi, avec un traitement à part, sur la façon d'enseigner l'histoire si complexe d'Israël et du sionisme. Il faudrait pouvoir poser tranquillement la question historiquement complexe des rapports entre le sionisme et l'antisémitisme, entre la Shoah et la création de l'État, entre la Shoah et la mémoire nationale israélienne, entre la Shoah et les inflexions du sionisme : bref, reprendre toute une réflexion critique très largement débattue chez les Israéliens eux-mêmes et entrer dans le post-sionisme. Poser vraiment la question de ce qu'on enseigne au sujet d'Israël permettrait peut-être de libérer ce problème indépendant – qu'enseigne-t-on au sujet de la Shoah?

Il importe de ne pas oublier les questions de fond, et de poser les problèmes d'enseignement qu'impliquent la mémoire et l'histoire de la Shoah tout à fait indépendamment de ces autres sujets. Car la mémoire en est chargée de questions angoissantes, et l'histoire en est complexe, chargée de questions épineuses.

Les divers auteurs qui contribuent à ce recueil nous invitent à revenir aux questions de base de toute transmission : ils nous incitent à nous demander ce que nous voulons transmettre et pourquoi, ce qui est difficile dans ces transmissions et comment nous pouvons éviter les écueils. La destruction des Juifs s'est effectuée en Europe, par la perversion des créations les plus avancées de sa civilisation, le droit, la médecine, l'administration étatique, le suffrage universel... ; la morale religieuse et la morale humaniste n'ont, dans la plupart des cas, pas pu trouver les forces internes d'une résistance efficace, après que toute opposition politique organisée eut été écrasée. Les institutions sont fragiles et ne tiennent pas par leur seule force. Cela ne rend pas la tâche aisée aux éducateurs, qui sont supposés transmettre les fondamentaux de cette civilisation, sur laquelle plane désormais le doute, alors même que nous savons combien elle requiert d'engagement civique actif.

Ni oubli ni repentance, ni déni ni renegaine. Seulement un questionnement vertigineux sur nos sociétés modernes, leur ambivalence et la fragilité de leurs institutions.